



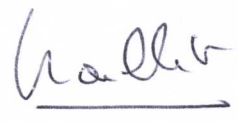


Procédure

MAITRISE DES RISQUES D'INTERFERENCES LORS D'INTERVENTIONS D'ENTREPRISES EXTERIEURES

SYM S0801 SPP PRO 09000861 A

Nombre de pages : 14

Cartouches des visas	Rédacteurs	Approbateur	Émetteur
Nom	JL. EXPOSITO pour les ISE DAM	A. DOZIAS	D. MAILLOT
Unité	DQS	DQS	DQS
Date	18.12.2009	18/12/09	21-12-2009
Visa			

1	RESUME	3
2	BUT	3
3	DOMAINE D'APPLICATION	3
4	DOCUMENTS LIES A LA PROCEDURE	4
4.1	Documents utilisés pour établir la procédure	4
4.2	Documents de rattachement : documents qui appellent la procédure	4
4.3	Documents, équipements, fournitures, imprimés nécessaires pour l'application de la procédure	4
5	DEFINITION ET SIGLES	4
6	LOGIGRAMME DES ACTIONS A REALISER	6
7	COMMENTAIRES SUR LE LOGIGRAMME (DETAIL DES ACTIONS A REALISER)	8
7.1	Choix des entreprises intervenantes	8
7.2	Recueil d'informations	8
7.3	Convocation à l'inspection commune préalable (ICP)	8
7.4	Contenu de l'inspection commune préalable (ICP)	9
7.5	Plan de prévention écrit	9
7.6	Déclaration d'ouverture de travaux : uniquement dans le cas d'un PdP écrit	10
7.7	Examen des risques d'interférences avant la réalisation de l'opération dans l'installation concernée au plus près de l'intervention	10
7.8	Bon d'intervention (BI)	11
7.9	Avenant au plan de prévention	11
7.10	Inspections, réunions périodiques de coordination	12
7.11	Contrôle de deuxième niveau	12
7.12	Revue finale	12
8	REGLES DE CLASSEMENT ET D'ARCHIVAGE DES ENREGISTREMENTS	13

1 RESUME

Cette procédure encadre la mise en place à la DAM des dispositions conformes au code du travail pour maîtriser les risques d'interférences et de co-activité lors des interventions des entreprises extérieures dans les centres.

En outre, les conditions de classement et d'archivages des enregistrements sont précisées.

2 BUT

La procédure s'applique lors d'une intervention d'une ou plusieurs entreprise(s) extérieure(s) sur un site du CEA/DAM pour des prestations réalisées dans le cadre réglementaire des articles R4511-1 à 4514-10 du code du travail (décret n°92-158 du 20 février 1992 codifié). Elle ne s'applique pas aux :

- Opérations de chargements et déchargements,
- Chantiers clos et indépendant de génie civil (arrêté de 94 codifié),
- Collaborations scientifiques mixtes entre les CEA et les organismes de recherche (entités du type CNRS, INSERM, universités, ...) (Cf. guide DPSN 4.1.5).

Elle précise les « préalables » nécessaires en matière de sécurité à toute intervention d'entreprises extérieures sur un site du CEA. Ces « préalables » sont :

- La réalisation d'une réunion de concertation avant le début de l'opération. Elle est intitulée ICP (Inspection Commune Préalable),
- La traçabilité de l'analyse préalable des risques d'interférence dans un document écrit (plan de prévention et/ou bon d'intervention).
 - Le plan de prévention (PdP) écrit est réalisé lorsque la durée des travaux est supérieure à 400 heures ou lorsque l'un des travaux figure dans la liste des travaux dangereux (arrêté du 19 mars 1993 codifié).
 - La réalisation d'analyses de risques complémentaires avec visite au plus près de l'intervention est traduite dans un document écrit appelé bon d'intervention (BI). Il est le passage obligé pour la réalisation de toute opération dans une installation. Il permet d'identifier les interférences éventuelles (y compris entre plusieurs opérations) et de gérer les risques qui en résultent. Lorsqu'il existe un PdP écrit, ce BI constitue un avenant à ce PdP.

Cette procédure précise également les actions nécessaires pendant la phase d'exécution et lors de la phase finale de l'intervention.

3 DOMAINE D'APPLICATION

Cette procédure s'applique à toutes les activités et concerne les installations, ouvrages, travaux et aménagements sous la responsabilité des centres de la DAM.

Trois situations sont envisagées :

- Cas où le contrat est passé par une unité pour le compte de plusieurs installations (avec plan de prévention écrit) (CAS A guide DPSN 4.1.5).
- Cas où le contrat est directement passé par une installation pour son propre compte (avec plan de prévention écrit) (CAS B guide DPSN 4.1.5).
- Cas où l'opération (quel que soit le contractant CEA) n'exige pas la réalisation d'un plan de prévention écrit (< 400 heures et absence de travaux dangereux) (CAS C guide DPSN 4.1.5).

4 DOCUMENTS LIES A LA PROCEDURE

4.1 Documents utilisés pour établir la procédure

- 4.1.1 **Code du travail notamment les articles R4511-1 à R4514-10** : Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure (décret de 92-158 du 20/02/1992 codifié)
- 4.1.2 Circulaire MR 05 du 13/10/2008 missions du chef d'installation
- 4.1.3 Circulaire DCS/DJC N° 96-01,
- 4.1.4 Instruction DAM fixant les dispositions générales applicables aux entreprises extérieures intervenants sur les centres CEA/DAM SYMS0201SPP09000860
- 4.1.5 Guide relatif à la maîtrise des risques d'interférence lors d'interventions d'entreprises extérieures au CEA MR/DPSN/SSC/SEC/RET/4.2/0131,

4.2 Documents de rattachement : documents qui appellent la procédure

Manuel de management des centres

4.3 Documents, équipements, fournitures, imprimés nécessaires pour l'application de la procédure

- 4.3.1 Description du processus achat SYM S0231 ZSS PRS 02000073 et en particulier les règles définies dans le guide des CEA prestataires DJC/DIR/GU.001A du 01/09/1999,
- 4.3.2 Trame type de lettre de convocation à l'inspection commune préalable (modèle centre)
- 4.3.3 Imprimé plan de prévention (modèle centre)
- 4.3.4 Trame type de lettre de déclaration d'ouverture de travaux (modèle centre)
- 4.3.5 Imprimé bon d'intervention SYMS0801SPP09000862
- 4.3.6 Imprimé avenant au plan de prévention (modèle centre)

5 DEFINITION ET SIGLES

Installation (MR 05) : Dans l'organisation de la sécurité au CEA, une installation est un ensemble bien délimité sur le plan géographique et cohérent sur le plan technique et sur celui des moyens. Aucun élément du périmètre d'un centre ou rattaché à un centre ne peut se situer en dehors d'une installation.

Il peut s'agir d'une Installation nucléaire de base (INB), d'une Installation individuelle (II) au sein d'une Installation nucléaire de base secrète (INBS), d'une Installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) ou de tout autre bâtiment ou ensemble d'équipements répondant à la présente définition.

Les installations sont définies et délimitées par le directeur de centre, qui veille, ce faisant, à ce que la sécurité sur son centre y soit organisée de façon optimale.

Opération (Art. R4511-4 du code du travail) : On entend par opération, au sens du code du travail, les travaux ou prestations de services réalisés par une ou plusieurs entreprises afin de concourir à un même objectif.

**Chargé
d'opération
(CO) :**

C'est l'interlocuteur unique formellement désigné auprès des entreprises pour exécuter le suivi de la prestation. Le chargé d'opération ne se substitue pas au CI qui garde sa responsabilité pleine et entière telle que définie dans la MR05. Le chargé d'opération s'appuie en général sur les services de soutien du centre et sur le ou les ISI de(s) installation(s), il :

- Exprime le besoin, dont les exigences liées à la sécurité et à l'environnement,
- Participe à la consultation et la passation de la commande,
- Initie la convocation à l'ICP,
- Participe à l'ICP et à la rédaction du plan de prévention,
- Initie la diffusion du plan de prévention,
- Initie les BI (partie administrative),
- Signe le BI pour ordre d'exécution,
- Participe à la réalisation des BI,
- Assure le suivi de l'opération,
- Initie les demandes d'avenants au plan de prévention,
- Effectue le retour d'expérience sur le déroulement de l'opération,
- Participe à la revue finale éventuelle,
- Assure le classement de tous les documents sécurité en attendant leur archivage,
- Constitue le dossier d'archivage (PdP, BI, convocation, avenant, ...) pour transmission à la structure d'archivage du centre, ...

Co-activité : Risques liés à l'interférence entre les activités, les installations et matériels des différentes entreprises (CEA et entreprise(s) intervenante(s)) présentes sur un même lieu de travail à examiner sous l'angle géographique, temporel et fonctionnel.

BI : Bon d'intervention,

CI : Chef d'installation (missions définies dans la circulaire MR 05),

DOT Déclaration d'ouverture de travaux,

EE : Entreprise intervenante extérieure,

FLS Formation locale de sécurité,

ICP : Inspection commune préalable,

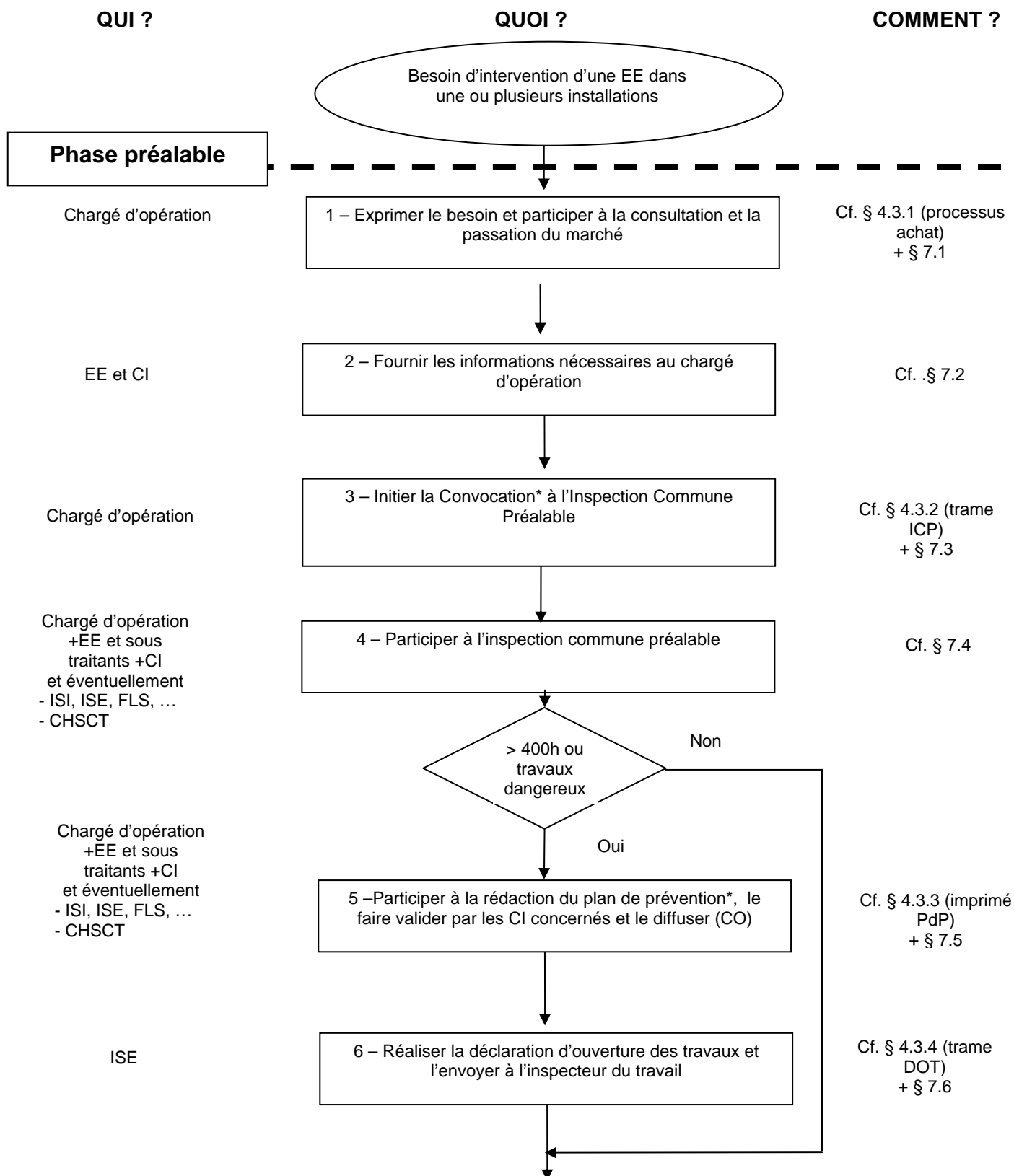
ISE : Ingénieur sécurité d'établissement,

ISI : Ingénieur sécurité d'installation,

PdP : Plan de prévention.

6 LOGIGRAMME DES ACTIONS A REALISER

Le détail de des actions à réaliser dans chacune des étapes est commenté dans le chapitre 7

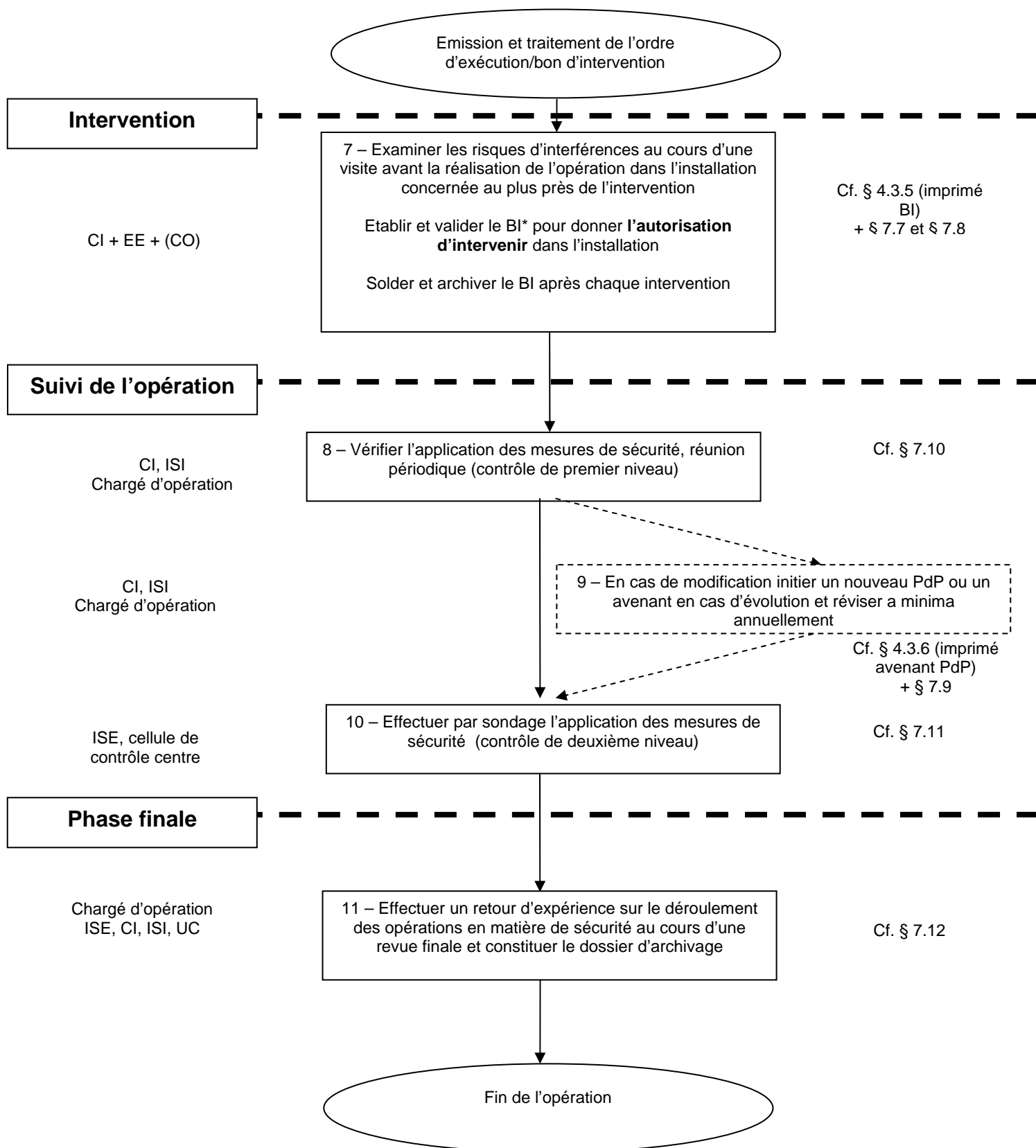


* Enregistrement

QUI ?

QUOI ?

COMMENT ?



* Enregistrement

7 COMMENTAIRES SUR LE LOGIGRAMME (détail des actions à réaliser)

7.1 Choix des entreprises intervenantes

L'évaluation et le choix des entreprises sont réalisés dans le cadre du processus achat (§ 4.3.1) en prenant en compte les aspects liés à la sécurité et à l'environnement.

7.2 Recueil d'informations

A- Entreprises intervenantes

Préalablement à toute opération, les titulaires doivent fournir au CEA au plus tard lors de l'ICP :

- la date d'arrivée de chaque Entreprise Extérieure titulaires et sous traitants,
- la liste des travaux sous-traités et les raisons sociales et coordonnées des sous-traitants,
- Les documents nécessaires à la description de l'opération et moyens techniques mis en œuvre, ainsi que l'analyse des risques correspondants (modes opératoires, procédures d'intervention, planification des tâches, ...),
- la durée prévisible de leurs interventions,
- le nombre prévisible de salariés,
- le nom et la qualification de la personne, ayant autorité, compétence et moyens, représentant l'entreprise (article R 4511-9), dénommée « représentant de l'entreprise »,
- le nom de la (ou des si plusieurs entreprises) personne compétente en radioprotection si besoin.

Chaque entreprise adresse une attestation de l'employeur déclarant la régularité de l'emploi de ses salariés.

B- Installations

Les chefs d'installations concernés fourniront les informations sur les risques présentés par leur installation.

7.3 Convocation à l'inspection commune préalable (ICP)

Qui l'initie et signe la convocation ?	Le chargé d'opération
Quand est envoyée la convocation ?	3 jours minimum avant la tenue de la réunion (code du travail R4514-1)
Qui est avisé de l'ICP ?	<p>Pour participation obligatoire :</p> <p>Le chargé d'opération</p> <p>Les représentants de toutes les entreprises et les sous-traitants déclarés au jour de la convocation</p> <p>Les chefs d'installation concernés par l'opération et a minima un de leurs représentants (ex. : ISI ou AS). Une analyse des risques liées aux activités de leur installation notamment les consignes de sécurité concernant les risques présents dans leurs installations ainsi qu'une analyse des co-activités prévisionnelles doit être fournie.</p> <p>Pour participation en tant que de besoin :</p> <p>Un représentant de l'ISE, du SST, de la FLS, et du SPR et tout autre expert jugé nécessaire (déchet, amiante,...)</p> <p>Pour information</p> <p>Le CHSCT du centre</p>

Contenu de la convocation	<p>Dénomination des travaux concernés, lieu et date de la réunion</p> <p>Modalités de réalisation de la ou des visites des lieux d'exécution de l'opération et des matériels éventuellement mis à disposition (R4512-2)</p> <p>Rappel aux différents intervenants de se munir des éléments nécessaires à l'analyse des risques d'interférences, en particulier les modes opératoires liés à leur intervention.</p> <p><i>NB : il relève de l'entreprise intervenante de convoquer son propre CHSCT.</i></p>
---------------------------	---

7.4 Contenu de l'inspection commune préalable (ICP)

- Au cours de cette réunion sont examinés les risques liés à l'opération et aux interférences géographiques temporelles et fonctionnelles de celle-ci avec le CEA et les autres entreprises (secteur d'intervention, circulation, consignes, modes opératoires, ...).
- Traçabilité :
 - Compte tenu de l'opération (durée, travaux dangereux) il est décidé de traduire les résultats de l'analyse dans un plan de prévention écrit ou pas,
 - Dans le cas où il n'y a pas de plan de prévention écrit, les résultats de l'ICP seront formalisés dans un BI.

7.5 Plan de prévention écrit

Décision	Résultat de l'analyse faite lors de l'ICP
Signature	<p>Les CI concernés</p> <p>Le chargé d'opération</p> <p>Les responsables de toutes les entreprises extérieures (titulaires et sous-traitants)</p> <p><i>La feuille de présence signée des participants est jointe au PdP.</i></p>
Diffusion	<p>Par le chargé d'opération, aux chefs installation concernés, aux représentants des entreprises extérieures (titulaires et sous-traitants), à l'ISE, pour envoi de la DOT à l'Inspection du Travail et à la ligne de contrôle ou à la cellule</p> <p>Pour information : en tant que de besoin aux experts concernés (ex. : le coordonnateur amiante pour un chantier amiante) qu'ils aient ou non participé à l'inspection, aux acteurs sécurité du centre (FLS, SST, SPR, ...)</p>
Durée de validité	Le plan de prévention doit être établi pour la durée totale de l'opération et doit faire l'objet d'une révision annuelle à minima et en cas de modification notable
Contenu	<p>Le plan de prévention traduit les points examinés lors de l'ICP, il doit faire apparaître exclusivement l'analyse des risques liés à l'interférence entre les activités, les matériels et les installations du CEA et de l'ensemble des entreprises intervenantes. Il ne s'agit pas de lister les risques propres à chacune des activités mais principalement les risques résultant des co activités.</p> <p><i>L'analyse des risques est réalisée à partir de la liste des sources de danger (type grille 1MOSAR) et des mesures de prévention (type grille 2 MOSAR).</i></p>

Notons que doivent être annexés au plan de prévention les éléments suivants :

- Les informations fournies et les engagements des entreprises
- Les éléments nécessaires à l'analyse des risques d'interférences apportées par les entreprises (risques apportés par chaque entreprise et surveillance médicale spéciale nécessaire),
- L'inventaire et l'identification des équipements, locaux et matériels mis éventuellement à disposition conformément aux conventions de prêt ou d'hébergement,
- La liste des postes occupés par des travailleurs susceptibles de relever de la surveillance médicale renforcée,
- La convocation à la réunion d'inspection commune préalable,
- Les observations faites par les membres du CHSCT,
- Les observations justifiant de l'exercice du rôle de coordination pendant les travaux,
- Les remarques faites lors des réunions périodiques, notamment les réunions trimestrielles dans le cas où le cumul centre de toutes les prestations confondues est supérieur à 90000 heures,
- Les remarques et non-conformités relevées lors des contrôles et visites de chantier,
- Les avenants,
- Tous les BI relatifs à ce plan de prévention.

7.6 Déclaration d'ouverture de travaux : uniquement dans le cas d'un PdP écrit

La Déclaration d'Ouverture de Travaux (DOT) est envoyée par l'Ingénieur de Sécurité d'Etablissement à l'Inspection du Travail avant le début des travaux.

Cet envoi ainsi que la nature des documents (envoi périodique de fichiers après compilation, envoi systématique des PdP,...) transmis à l'inspection du travail sont définis localement dans chaque centre entre l'ISE et l'inspecteur du travail.

7.7 Examen des risques d'interférences avant la réalisation de l'opération dans l'installation concernée au plus près de l'intervention¹

Le CI s'assure de la bonne prise en compte des risques d'interférences dans son installation à partir du PdP écrit ou du BI rédigés à l'issue de l'ICP

Points analysés par le CI avec les responsables des entreprises au début des travaux dans les installations	Délimitation du secteur d'intervention, matérialisation des zones à risques, voies de circulation, voies d'accès aux locaux mis à disposition des entreprises extérieures, consignes centre/installation, planning de l'opération, ...
Traçabilité de la réunion	Les conclusions sont transcrites sur un BI

¹ Proximité temporelle et géographique

7.8 Bon d'intervention (BI)

Qui l'initie ?	Le chargé d'opération
Quand ?	Avant toute intervention d'une entreprise dans une installation ou de nouvelle interférence ou au début de chaque phase de chantier. La fin de l'intervention est formalisée sur le BI
Qui le signe ?	<ul style="list-style-type: none"> • Le CO pour ordre d'exécution, • Le chef d'installation ou son représentant dûment désigné pour autorisation d'intervention (membres de la liste ordinale de succession : ISI, AS, chargé de bâtiment, ...), • Les responsables des entreprises extérieures (ou les opérateurs eux-mêmes à condition que le représentant de l'entreprise ait délégué leur signature) avant et après l'intervention, • Après intervention : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le CI pour fin d'intervention, ▪ Le CO pour service fait.
Destiné :	A l'installation, au chargé d'opération (notamment pour consolidation du plan de prévention au niveau centre), à l'entreprise extérieure.
Contenu	<p>Le BI remplit les fonctions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ordre d'exécution permettant au CI de vérifier que la salarié de l'entreprise intervenante est mandaté pour réaliser l'intervention, ▪ Précisions éventuelles des PdP en vue d'analyser, au plus près de chaque intervention, les risques d'interférence liés à la présence d'entreprises extérieures, ▪ Traçabilité de l'analyse des risques d'interférence quand le PdP écrit n'est pas requis; ▪ Exigence particulières liées à la phase de l'opération : planification, consignation des fluides, gestion des déchets, ... ▪ Validation de fin de travaux (état du chantier, des consignations, des immobilisations, du matériel resté en place ou retiré,...).

7.9 Avenant au plan de prévention

Le chargé d'opération réalise ou fait réaliser les mises à jour du plan de prévention via des avenants en cas de :

- Modification des modes opératoires,
- Modification dans l'inventaire des risques et/ou des règles de sécurité applicables
- Création ou modification notable impactant une ou plusieurs installations
- Recours à de nouveaux sous-traitants,
- Prolongation notable des travaux ou prestations,
- Modification du planning d'interventions.

7.10 Inspections, réunions périodiques de coordination

A- Niveau installation

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées dans la circulaire MR 05, le CI définira la réalisation et la périodicité des réunions de suivi de travaux qui devront notamment aborder les aspects de sécurité. La coordination vise à vérifier l'application des mesures prises dans le cadre du plan de prévention et selon les besoins à en définir de nouvelles. Il s'agit en particulier de vérifier que les instructions appropriées ont bien été transmises au personnel des entreprises intervenantes et comprises par celui-ci.

Lorsqu'une opération concerne plusieurs installation, ces réunions et inspections sont organisées par le chargé d'opération.

Ces mesures constituent le contrôle de premier niveau.

B- Niveau centre

La périodicité des réunions périodiques de coordination est définie dès la rédaction des dispositions générales « centre ». Elle est à minima trimestrielle si la durée totale de l'ensemble des opérations toutes entreprises extérieures confondues dépasse 90000 heures sur l'ensemble du site (ce qui correspond à 50 salariés permanents).

Comme cette réunion est requise toutes opérations confondues, elle est l'occasion essentiellement de revoir les dispositions générales du centre et des installations. Des réunions supplémentaires seront programmées pour répondre à des évolutions non prévues, à des situations accidentelles ou incidentelles répétées et aux demandes éventuelles des intervenants. Les conclusions de la réunion seront annexées au plan de prévention.

7.11 Contrôle de deuxième niveau

Ce contrôle doit être réalisé par échantillonnage ou par sondage et doit être fait selon des critères pertinents. Ce contrôle recouvre en particulier les points suivants :

- Vérification de l'adéquation des mesures de prévention retenues au regard des risques présents,
- Vérification de la transmission des informations aux opérateurs présents sur le terrain,
- Vérification de l'application réelle des mesures définies dans le PdP par l'ensemble des entreprises présentes. ...

Réalisé par l'ISE et/ou la cellule de centre, ce contrôle de 2nd niveau ne dispense pas le chargé d'opération (qu'il soit d'une unité support ou d'une installation) de s'acquitter de son obligation générale de contrôle de 1er niveau. Il peut être réalisé de façon impromptue et les remarques ou non-conformités sont annexées au plan de prévention.

7.12 Revue finale

Elle a lieu **avant** la réception et permet, en fonction de l'importance des travaux, de faire un point sur les aspects relatifs à la sécurité concernant l'opération (état des lieux à la fin de l'opération, remise de documentation de type plans, DUIO (Dossier Ulérieur d'Intervention sur Ouvrage), inventaire contradictoire notamment relatif au matériel mis à disposition, retour d'expérience, résultats sécurité, récapitulatif des déclarations d'accidents du travail et de maladies professionnelles, contrôle radiologiques, suivi dosimétrique opérationnel, le cas échéant...). Les résultats de cette revue peuvent enclencher l'application de réserves et des pénalités contractuelles prévues. Ces résultats alimentent la base d'évaluation des fournisseurs.

8 REGLES DE CLASSEMENT ET D'ARCHIVAGE DES ENREGISTREMENTS

Intitulé	Classement (durée, lieu, unité permettant de retrouver et d'utiliser rapidement l'enregistrement)				Archivage (durée, lieu, unité permettant de retrouver et de consulter l'enregistrement)			
	Cas	Lieu	Durée (ans)	Responsable	Unité	Lieu	Durée (ans)	Responsable
BI et documents associés si aucun incident ou accident et absence d'exposition potentielle aux risques soumis à un suivi médical renforcé	Pas de PdP écrit	Référentiel de l'installation	5	Chef d'installation				
BI et documents associés si incident ou accident	Pas de PdP écrit	Référentiel de l'installation	5	Chef d'installation	Direction du centre	Archives	50	Règles du centre
Plan de prévention avec : <ul style="list-style-type: none"> • Les fiches d'information et d'engagement des entreprises, • Les éléments nécessaires à l'analyse des interférences apportées par les entreprises (risques apportés par chaque entreprise et surveillance médicale spéciale nécessaire), • La convocation à ICP, • Les observations faites par les membres du CHSCT, • Les observations justifiant de l'exercice du rôle de coordination pendant les travaux, • Les remarques faites lors des réunions périodiques, • Les remarques et non-conformités relevées lors des contrôles et visites de chantier, • Si elle a lieu, le rapport de la revue finale, • Les avenants, • Tous les BI² relatifs à ce plan de prévention complétés : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Ordre d'exécution signé par le CO ▪ Autorisation d'intervention signée par le CI ▪ Acceptation de la prestation signée par le CO 	PdP écrit	Unité du chargé d'opération	5	Chargé d'opération	Direction du centre	Archives	50	Règles du centre

² L'installation si elle l'estime nécessaire peut également classer les BI dans son référentiel.

.REPERTOIRE DES EVOLUTIONS

Edition	Date	Nature de l'évolution	Pages modifiées
A	Décembre 2009	Cette procédure a été réalisée à la suite d'une mission d'étude sur les risques liés à l'intervention des entreprises extérieures sur les centres de la DAM et a fait l'objet d'une décision du COMEX (CEA/DAM/DQS DR 22 du 03/04/09). Elle a été écrite en application du guide PMR et du code du travail avec les ISE des centres de la DAM.	

Diffusion

Selon le tableau des destinataires des documents du système de management hors manuel de management (réf SYM S0101 ZSS TAB 97000389).

CEA/DAM/VA

CEA/DAM/LR

CEA/DAM/CESTA

CEA/DAM/DIF

CEA/DAM/CEG